

Outre les répercussions directes du programme bilatéral sur l'emploi, celui-ci se trouve indirectement stimulé par le biais des commandes supplémentaires qui viennent fréquemment s'ajouter aux achats initiaux effectués dans le cadre de l'aide.

Au second rang des programmes canadiens d'assistance directe se situe l'aide alimentaire qui constitue environ 18 % de l'APD (soit \$325,6 millions pour l'année 1983-1984). De 80 à 85 % de ce budget sont dépensés au Canada, le reste étant consacré aux frais de transport et aux contributions en espèces versées au Programme alimentaire mondial. Les principaux produits fournis sont le blé, la farine, le maïs, les huiles végétales, les produits halieutiques et le lait écrémé en poudre. Ces commandes ont un effet positif sur l'emploi dans le secteur agricole.

Les contributions versées aux institutions financières internationales (environ \$350 millions, soit 19 % de l'ODA, en 1983-1984) et dans le cadre d'autres programmes multilatéraux (notamment les sommes attribuées aux institutions des Nations Unies et aux organismes du Commonwealth et de la Francophonie, qui représentent environ \$109,8 millions, soit 6 % de l'APD) entraînent